

République du Sénégal

Programme renforcement de la société civile pour la réduction de la pauvreté en
Afrique Sub-Saharienne

CELLULE NATIONALE/CONGAD

MISSION SUR LE TERRAIN

**VISITES D'EXPERIENCES ET PRISE DE CONTACT AVEC LES
ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC)
ZONE CENTRE DIOURBEL – KAOLACK-FATICK**

Du 17 au 22 avril 2000

Présenté par :

Cheikh Tidiane SARR-Enda Ecopop

Mignane Diouf- Congad

Avril 2000

INTRODUCTION

Dans le cadre de la stratégie d'élargissement, de dissémination et de vulgarisation du programme RAF/95, portant appui du PNUD, une équipe de deux (2) membres de la cellule nationale du Sénégal a effectué une mission de prise de contact avec les Organisations de la Société Civile (OSC) de la zone centre (Diourbel, Kaolack, Fatick) du Sénégal du 17 au 22 avril 2000.

L'objectif de la mission est d'informer correctement les OSC et d'autres partenaires sur le programme, d'identifier ces OSC et leurs besoins et d'impulser la mise en place dans les régions ciblées d'une coalition régionale.

La mission était composée de Mr Mignane Diouf du CONGAD et de Mr Cheikh Tidiane Sarr chargé de Programme à Enda Tiers Monde/Ecopop.

Le présent rapport retrace dans une première partie le cadre et le contexte du programme RAF/95 avant d'aborder dans une deuxième partie le déroulement de la mission proprement dite.

La troisième partie présente les résultats de la mission en termes d'OSC pertinentes rencontrées, mobilisées et d'expériences significatives visitées.

Les enseignements majeurs de la mission sur le terrain des Organisations Non-Gouvernementales et les recommandations générales concluent ce rapport.



I CADRE ET CONTEXTE

Le programme régional de renforcement de la société civile pour la réduction de la pauvreté, fait suite au programme régional « Renforcement de la collaboration ONG/Gouvernement/Pnud » qui a été lancé en 1990.

Les résultats qui ont été obtenus en 1994 lors du bilan de cette initiative de 1990, avaient révélé l'importance et la justesse d'une telle idée. Ainsi, le PNUD avait décidé de consolider les acquis du programme 1990-1994 à travers un nouveau programme qui

sera intitulé : « Programme régional renforcement de la société civile pour la réduction de la pauvreté RAF/95 ».

En lançant ce programme RAF/95, le PNUD voulait surtout attirer l'attention de l'opinion sur les rôles de la société civile dans le processus du développement durable. En même temps, le PNUD, en tant qu'institution onusienne chargée de questions de développement, voulait aussi multiplier et renforcer ses relations avec la société civile pour une nouvelle approche dans la conceptualisation des projets de développement communautaire avec comme mobile le dialogue permanent, entre acteurs sociaux et décideurs.

C'est dans cette dynamique stratégique, que le programme RAF a été élaboré.

L'objectif principal du programme RAF, faut-il le rappeler c'est de :

- Renforcer les sociétés civiles en Afrique sub-saharienne, en contribuant à l'émergence, à l'élaboration et à la production par les populations elles-mêmes, les ONG et les associations, de nouvelles visions de politiques, de stratégies et d'approches participatives.
- Contribuer ainsi à la mise en place d'un environnement législatif au niveau national pouvant favoriser un dialogue permanent et durable entre société civile et décideurs.

Voilà en gros l'historique du programme RAF/95 qui a comme cadre d'exécution au Sénégal, une cellule nationale domiciliée au CONGAD (Consortium des organisations non gouvernementales d'appui au développement).

Du contexte de la mission

C'est dans une stratégie participative que le RAF/95 a jugé utile d'installer une cellule nationale dans chacun des pays bénéficiant du programme. Ces cellules ont comme mandat d'être la cheville ouvrière du Programme.

Ainsi, à l'instar des autres pays africains, le Sénégal a institué sa cellule nationale qui a lancé son programme depuis le dîner de presse de l'hôtel Indépendance en décembre 1999.

Depuis lors, la cellule nationale sous la houlette de son coordonnateur, poursuit son programme d'activités.

C'est justement dans ce contexte que s'est déroulée cette mission à l'intérieur du pays du 17 au 22 avril 2000. Elle fait suite au séminaire de formation des Organisations de Base (OB) en planification participative qui avait lieu à Thiès.

La mission entre dans le cadre de l'exécution du programme d'activités de la cellule soucieuse de consolider ses acquis, mais aussi de faire connaître sur l'ensemble du pays, l'existence du programme. Il s'agissait donc d'une mission d'information et de prise de contact avec les régions à travers les cellules régionales du CONGAD, comme point focal à chaque étape.

Le but essentiel ici, c'est de donner à la cellule son caractère national en posant les jalons de ce qui devrait être une cellule régionale ou une coalition régionale de lutte contre la pauvreté, réceptacle de la cellule nationale au niveau des régions.

Au demeurant, la mission avait comme objectifs de :

- Faire connaître l'existence du programme RAF/95 aux OSC ;
- Assurer un suivi de la formation des OB en planification participative ;
- Identifier les OB de la société civile pouvant participer à ce programme ;
- Faire une identification des besoins.

II DEROULEMENT DE LA MISSION

La volonté de renforcer la société civile pour réduire la pauvreté à toutes les échelles nationale, régionale et communale a été effectivement exprimée dans le cadre de cette mission de prise de contact du programme RAF/95 avec les OSC dans les zones centre, Nord et Sud du Sénégal. La zone centre qui concerne les régions de Diourbel, Kaolack et Fatick, dans le cadre légal de l'approfondissement de la politique de décentralisation au Sénégal, offre un cadre nouveau pour promouvoir le développement à partir des

préoccupations, des ressources et du savoir-faire des populations. Cette mission qui s'est déroulée sur la période du 17 au 22 avril 2000 en six (6) jours a d'abord débuté par une première prise de contact avec les acteurs du développement de la région de Diourbel (le 17 avril) ensuite Kaolack (les 18 et 19 avril) et enfin Fatick (les 20, 21 et 22 avril 2000). A chaque étape la délégation a été reçue par des coordinateurs dynamiques et compétents de la cellule régionale du CONGAD, qui n'ont ménagé aucun effort pour avertir et mobiliser les autorités administratives et municipales, les services techniques décentralisés de l'état et les Organisations Communautaires de Base (OCB).

Au nom des institutions mobilisées nous notons surtout les services régionaux du développement communautaire qui ont la responsabilité d'accompagner les OSC dans leurs initiatives au niveau régional, ensuite viennent les services de la planification économique et sociale et l'aménagement du territoire qui ont souvent été impliqués par les autorités administratives, compte tenu de leur niveau de responsabilité dans la conduite de programme de réduction de la pauvreté.

Toutes les OSC et les partenaires institutionnels mobilisés ont pris connaissance des objectifs du Programme RAF 95 et manifesté leur intérêt pour le renforcement de leurs capacités d'intervention. Par ailleurs, une séance de travail avec les autorités administratives dans chaque région leur a permis de s'engager très fortement auprès du programme. Enfin, les visites d'expériences pertinentes proposées par les membres de la cellule régionale à chaque étape de la mission ont permis de mesurer le niveau de participation citoyenne des OSC aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural et la volonté des porteurs d'expériences de faire face à la pauvreté dans toutes les formes de ses manifestations.

- **Rencontre avec les organisations de la société civile**

En mettant en avant les principes de subsidiarité de proximité et de célérité les cellules régionales du Congad dans les trois régions visitées ont su prouver leurs capacités de mobilisation des OSC dans toute leur diversité (syndicats, ONG, GPF, Associations religieuses organisations des droits de l'homme, organisations paysannes) et démontré l'excellence de leurs relations de travail avec les services techniques d'appui au développement.

Toutes composantes confondues on note à travers les fiches de présence aux rencontres, respectivement trente quatre (34) acteurs à Diourbel contre vingt quatre (24) à Kaolack et trente (30) à Fatick.

Toutes les rencontres ont duré plus de deux heures et réuni des organisations significatives, expérimentées et ouvertes en matière de développement. Les échanges ont aussi permis à tous les niveaux, en présence d'une presse locale diversifiée (RTS, sept (7) Fm, Sud FM, APS etc) non seulement de nouer le contact avec les organisations à la base porteuses d'initiatives pertinentes, aussi bien en milieu urbain que rural, mais aussi de responsabiliser les cellules régionales du Congad que tous les acteurs rencontrés considèrent comme un cadre approprié de concertation pour le développement et la dissémination du programme RAF 95 dans les régions.

- **Visite de sites ou de réalisations dans le cadre de la réduction de la pauvreté**

Compte tenu du changement du calendrier initial de la mission de terrain qui n'a pu démarrer que le lundi 17 avril 2000, aucune visite d'expérience n'a pu se réaliser à Diourbel où la cellule régionale avait pris les dispositions et programmé cette activité dans la matinée, alors que la soirée était destinée à la rencontre avec les organisations de la société civile. Cependant à Kaolack en dépit de la faiblesse du nombre de partenaires mobilisés quatre expériences significatives ont été visitées soit 17%, dont une (25%) dans les villages, le monde rural et trois (75%) en milieu urbain (cf. Fiches de présentation des expériences visitées dans le cadre de la réduction de pauvreté).

Il s'agit :

- Du périmètre maraîcher de Navel, un village traditionnel mouride de grande renommée dans la région à 45 km de Kaolack appuyé par APROFES, Eau vive, Form Action et la FAO ;
- de la mutuelle d'épargne et de crédit téranga Nonée, par le réseau des groupements partenaires de l'APROFES en 1997 à Kaolack avec un capital de plus de 70 000 000FCFA ;

Conseil des Organisations
Nonées par le réseau des
groupements partenaires de l'APROFES
à Kaolack avec un capital de
plus de 70 000 000FCFA

- La Coopérative des jeunes de kasnack également appuyée par Aprofes, dans laquelle des jeunes filles et des garçons initient un projet avicole intéressant en terme d'efficience et d'efficacité du schéma de gestion.
- Enfin la garderie d'enfants « Magg Daan » créée depuis 1992 appuyée par l'Association Sportive et Culturelle (Maag Daan), l'Aprofes et l'Association pour un Développement Equilibré et Solidaire (ASDES).

Egalement à Fatick plusieurs expériences ont été visitées par la mission grâce à la bonne préparation de la cellule régionale qui n'a proposé que des expériences rurales dont :

- une expérience de périmètre maraîcher de 8 ha à Dioffior une commune rurale de la région de Fatick, qui abrite la Fédération Inter-villageoise des Organisations pour un Développement durable (FIOD) composée des villages de Dioffior, Simal et Roh¹.

Notons que chaque village gère un périmètre de la même envergure avec environ (5 puits, petits équipements et des bassins) grâce à l'appui de plusieurs institutions dont le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et Caritas. La mobilisation des femmes et des jeunes sur le périmètre de Dioffior est d'autant plus remarquable que ne l'incite le sigle (FIOD) qui regroupe les organisations bénéficiaires et qui signifie en Sérère « se faire soi-même ». Pour une fois de plus prouver qu'on ne nous développe pas on se développe.

- Le périmètre maraîcher du GIE « Siga Passic » de Ngohé appuyé par caritas et le centre d'expansion rural polyvalent (CERP)
- Le périmètre maraîcher de Tattaguine Pootome appuyé par le CERP et la FEE² qui joue un rôle d'interface dans la recherche de financement (Cf fiche)

¹ La fiche de présentation de l'expérience supervisée par Enda nous sera transmise dans les meilleurs délais par la cellule régionale

² FEE : Femme-Enfant-Environnement

- Visites d'institutions ou d'organisations ou de bailleurs de fonds dans le cadre de la réduction de la pauvreté

Concernant les autorités locales, à Diourbel c'est le gouverneur adjoint chargé des affaires administratives qui a en toute ouverture reçu la mission, à la place du gouverneur empêché ; malgré la disponibilité de celui-ci à accueillir la mission dans la matinée du 17 avril 2000³.

A Kaolack la mission a été accueillie par les hautes autorités centrales de la région notamment le gouverneur Saliou Sambou et son adjoint chargé des questions du développement. Le Gouverneur Saliou Sambou s'engage auprès du programme à apporter tout son appui dans la région de Kaolack compte tenu des performances de la société civile Sénégalaise, en l'occurrence du Congad, dans la recomposition institutionnelle qu'a connue notre pays en ce début du troisième millénaire.

A Fatick le même discours a été tenu avec les autorités administratives et municipales qui n'ont ménagé aucun effort pour échanger objectivement avec la délégation tout en insistant sur certaines conditions critiques qui invitent à ne pas se substituer aux pouvoirs publics dans leurs prérogatives de managers de la région et de la collectivité locale dans le cadre de la décentralisation. C'est le cas pour l'ARD⁴, qui se légitime dans les mêmes rôles attribués à la cellule régionale dans le cadre du programme RAF 95. Cela nécessite donc une large sensibilisation de ces autorités qui nous semblent quelque peu susceptibles pour ce qui concerne le renforcement de la société civile. La mission a été quand bien même reçue en toute ouverture d'esprit d'abord par le Gouverneur Saliou. Rama Ka et son adjoint chargé des affaires administratives ensuite par le représentant du Maire de Fatick et enfin par le Secrétaire Général de l'ARD et son Adjoint. Partout le principe a été partagé et des attentes exprimées pour que l'action suive, afin que la jeune région de Fatick bénéficie au même titre que les autres régions du Sénégal des opportunités offertes par les programmes de réduction de la pauvreté.

³ La mission n'a pu se déplacer que le 17 avril 2000 à 12h, alors que le gouverneur l'attendait dans la matinée, cela ayant entraîné de grandes perturbations dans la programmation de la cellule régionale.

⁴ Agence Régionale de Développement

III PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

L'exploitation des outils de la mission (fiches d'identification des organisations de la société civile, fiche de présentation des expériences visitées) laisse entrevoir les résultats suivants :

D'abord à Diourbel concernant les domaines d'activités

La plupart des OSC dans cette région se déploient de nos jours dans le domaine de l'alphabétisation fonctionnelle. En effet 41% des OSC mobilisées ont une activité d'alphabétisation couplée soit à l'embouche bovine et ovine, l'élevage, les technologies appropriées soit à la couture ou la coopérative d'habitat et l'IEC.

21% de ces OSC sont dans les secteurs de l'éducation, l'environnement, population et développement. Ce qui signifie que les questions de valorisation des ressources humaines les préoccupent réellement.

14% développent des actions d'information, d'éducation et de communication pour sensibiliser les populations pauvres autour des grands fléaux liés à la Santé de la Reproduction (SR), les Malades Sexuellement Transmissibles (MST), le Sida, la planifications familiale.

Ensuite viennent en toute égalité les domaines des études et recherches 7% de l'insertion économique 7% et de l'assistance juridique, du conseil et de la formation 7%. Enfin on note 3% pour les autres domaines non moins importants en matière de réduction de la pauvreté, comme l'hydraulique villageoise, la maîtrise de l'eau ou l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain, les questions de mutualités (mutuelles d'épargne et de crédit ou les mutuelles de santé).

Concernant les domaines d'appui souhaités auprès du programme RAF/95 nous notons que :

31% des OSC souhaitent un partenariat et un appui du programme dans le domaine du renforcement de leurs capacités d'intervention par la formation en matière de :

- Gestion organisationnelle et de structuration,
- D'assistance juridique pour la promotion d'une véritable citoyenneté locale,

- D'identification, de réalisation et de contrôle de la réalisation de projets,
- Technologie appropriée,
- Capacité de financement des activités,
- Gestion des ressources naturelles,
- D'approches participatives,
- Capacité institutionnelle,
- D'activités Génératrices de Revenus (AGR)

Tandis que 34% des OSC mobilisées s'attendent à un appui en matière d'insertion économique des jeunes et des femmes se fondant sur une alphabétisation continue, une mobilisation des acteurs, en coopérative d'habitat, une participation populaire à travers des créneaux porteurs comme les activités agropastorales, le commerce, les bâtiments et travaux publics (BTP), l'assainissement et le cadre de vie.

Par contre 10% attendent un appui du programme dans les domaines de la santé, l'éducation, la diversification des cultures et le partenariat.

Les autres domaines d'attentes non moins importants concernent les cadres d'échanges d'expériences sur l'environnement et les autres secteurs, l'IEC soit 25% des effectifs recensés.

En matière d'amélioration institutionnelle, nous notons que :

41% des OSC s'attendent à un appui logistique et financier contre 28% qui souhaitent la promotion de la culture citoyenne pour le renforcement de la société civile dans la réduction de la pauvreté, à partir de la fédération des GIE ou la coalition des OSC favorisant la création de cadres de concertation durables, l'appui méthodologique mutuel, la responsabilisation effective des acteurs et la maîtrise des approches participatives.

Enfin, 31% des OSC souhaiteraient l'implication de la société civile à tous les niveaux de prise de décision et sa mise en relation franche de collaboration avec les institutions d'appui au développement dans la mesure où elles aspirent à s'ériger en ONG capables de conduire des actions de développement de grande envergure dans les quartiers, les villages et les villes.

Entre Autres remarques nous retenons toujours à Diourbel que les OSC aspirent à mettre sur pied en partenariat avec le programme RAF/95 des « Guichets d'information jeunes et femmes » pour une meilleure connaissance des études du milieu réalisées à Diourbel, des programmes de réduction de la pauvreté qui s'intéressent à la région afin de :

- Mieux canaliser et impliquer les jeunes et les femmes dans toutes les instances de prise de décision : conseil régional, conseil municipal, agence régionale de développement ect..... et dans le développement local.
- D'exploiter rationnellement tous les acquis de la décentralisation qui ne saurait être viable, en dehors de son enracinement dans le vécu quotidien des populations de leurs valeurs, de leur vision du monde et des choses surtout quand nous en convenons tous que nous sommes dans un pays d'identités plurielles.

Ensuite à Kaolack

- Concernant les activités actuelles

60% des OSC les plus représentatives s'occupent de nos jours de questions liées à :

- l'information, l'éducation et la communication pour la santé et la meilleure protection de l'environnement,
- l'éducation pour tous, la santé et la population,
- l'éducation sexuelle, la santé de la reproduction clinique et l'appui des personnes handicapées ; 20% s'occupant de questions d'insertion socio-économique des jeunes et des femmes dans les circuits productifs comme l'aviculture, l'épargne et le crédit.

Enfin 20% des OSC mobilisées sont également dans des domaines très larges de la lutte contre la pauvreté, confirmés par la mise en œuvre d'actions de secours d'urgence surtout pour ce qui concerne les organisations religieuses et caritatives. Ces actions souvent liées à l'hydraulique urbaine et rurale se fondent sur une animation de

proximité, un soutien financier dès fois et méthodologique la plupart du temps au profit des organisations paysannes et urbaines.

Concernant les domaines d'attentes

Nous notons que 20% souhaitent la création d'emploi pour les jeunes et les femmes, facilitée par l'accès au crédit, la promotion des mutuelles d'épargne et de crédit et l'accès aux moyens de production.

Alors que 30% souhaitent être appuyées dans les domaines de l'éducation pour la santé la meilleure prise en charge des malades dans les hôpitaux. C'est également le cas pour d'autres domaines liés à l'IEC autour des grandes endemies, la formation et la protection des personnes handicapées des enfants en situation particulièrement difficile. Les 50% restant s'attendent à être appuyées pour l'organisation de séminaires, conférences d'information, le renforcement des capacités des réseaux (para-juristes, femmes) la formation en gestion administrative et financière, en marketing et en communication.

Cette dernière catégorie insiste sur la nécessité de changer la mentalité des populations et les comportements d'assistés éternels afin de mieux faire comprendre les rôles d'autoprise en charge des besoins réels et des responsabilités dans le cadre de la réduction de la pauvreté.

- En termes d'amélioration institutionnelle

50% des OSC s'attendent à un accès plus facile aux financements, la meilleure prise en charge des questions de santé publique, se fondant sur un accroissement des budgets alloués à la région en matière de soins de santé primaires. Aussi, s'attendent-elles à une reconnaissance juridique de la plupart des organisations informelles à l'instar des associations de para-juristes et à un appui logistique conséquent.

50% également pensent que les actions de renforcement des capacités en matière de gestion administrative et financière, d'accompagnement et d'appui méthodologique sont capables d'améliorer les performances de la société civile kaolackoise. Pour ce faire, elles insistent aussi sur la nécessité de mettre sur pied des cadres d'échange

d'expériences et de complémentarité en vue de garantir la participation citoyenne dans le cadre de la régionalisation et de la décentralisation qui nécessitent quant au fond une véritable volonté politique.

Cela est d'autant plus pertinent que les OSC de Kaolack comprennent parfaitement que le développement local devrait être l'affaire de tous et être considéré comme un ensemble de pratiques concrètement mises en œuvre par des groupes de populations en vue de participer à leur procès de sécurisation.

Entre autres suggestions, nous notons à Kaolack que les questions de renforcement de cadres de concertation existants préoccupent beaucoup et nécessitent un appui méthodologique, pour une meilleure capitalisation des acquis et des expériences. Il faudrait donc encore s'atteler à sensibiliser en synergie et de manière pérenne les cibles jeunes et femmes, mais également réaliser beaucoup d'enquêtes, d'études et recherches destinées à approfondir les études de cas réalisées et actualiser les données de base. A travers un argumentaire très solide les OSC de Kaolack soutiennent que le phénomène de pauvreté se manifeste pour une large part sur les mentalités et comportement s'engageant ainsi à mettre l'accent sur la sensibilisation et la communication dynamique afin de :

- Favoriser la prise de conscience des jeunes pour une meilleure auto prise en charge et leur insertion rapide dans les circuits de production ;
- Améliorer les moyens de lutte contre l'insalubrité le paludisme et les grandes endémies très fréquentes dans la région.

Enfin à Fatick

Concernant les domaines d'activités nous notons que :

- 20% des organisations rencontrées se préoccupent de questions relatives au renforcement des capacités d'intervention des groupes de base par :
 - la formation de para-juristes, les consultations juridiques gratuites et l'intervention en milieu carcéral,
 - l'alphabétisation, la formation syndicale et l'éducation pour la maîtrise des droits de l'homme,

- la formation des formateurs pour la connaissance des principes de la décentralisation et la maîtrise des nouvelles compétences transférées dites de première génération (planification, santé, éducation, environnement et gestion des ressources naturelles, action sociale, urbanisme, aménagement du territoire, population, jeunesse et sport, culture), en vue d'une plus grande implication des populations dans la gestion de leur propre espace socio-économique
 - enfin la formation technique, l'alphabétisation et la conception de programme de développement intégré (embouche ligne de crédit, maraîchage, élevage et dotation en matériel agricole).
- 40% des organisations de la société civile sont dans les domaines spécifiques de l'IEC, animation en santé reproductive, la sensibilisation pour la promotion de la femme et l'allègement de ses temps de travaux, la réduction de la pauvreté, l'entre-aide des retraités de la dette viagère et des associations de parents d'élèves. Ces mêmes organisations s'intéressent beaucoup à la lutte contre le Sida, l'analphabétisme, l'excision, la malnutrition et la désertification, en mettant l'accent sur l'éducation environnementale, la promotion du micro-crédit, l'hydraulique villageoise, la mise sur pied de centres communautaires d'orientation, d'information de sensibilisation et de counselling.
- 25% des structures rencontrées sont dans les domaines de :
- premièrement l'hydraulique, l'agriculture et la protection de l'environnement
 - Deuxièmement l'appui à l'élaboration de plans locaux de développement comme c'est le cas pour les services de la planification régionale qui coordonne la politique de population et la mise en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté et pour le service chargé de l'assistance régionale aux Centres d'Expansion Rural Polyvalent (CERP).
 - Troisièmement le maraîchage et l'aménagement de vallées, l'appui et l'accompagnement des jeunes et enfants travailleurs du secteur agricole.
- 15% des organisations mobilisées par la cellule régionale du Congad sont constituées de syndicats qui se préoccupent entre autres problématiques de :

- Défense des intérêts des enseignants et de l'amélioration de leurs conditions de travail pour une meilleure formation des élèves,
- Protection des droits sociaux des travailleurs à l'échelle régionale,
- Gestion des médicaments et du personnel communautaire de santé pour tous en vue de développer des ressources dans le cadre de la politique gouvernementale en matière de santé publique.

- **Concernant les domaines d'appui sollicités nous retenons que :**

65% des organisations rencontrées souhaitent un appui du programme RAF/95 dans le domaine de la facilitation et du renforcement des capacités d'intervention par :

- D'abord la meilleure compréhension et connaissance des programmes de réduction de la pauvreté et l'appui méthodologique dans la formulation de la demande et l'élaboration des plans d'action,
- Ensuite l'appui technique et la formation des ONG membres du cadre de concertation dans les domaines de l'élaboration et du suivi de programmes d'amélioration des conditions de vie des populations en partenariat avec les services techniques de l'état,
- En outre l'appui à la gestion de micro projets des femmes, la facilitation de l'accès au crédit et à l'emploi à partir de services liés à la gestion de l'environnement (ramassage et valorisation des ordures ménagères) et la transformation des produits locaux,
- Par ailleurs, la promotion des cibles jeunes, enfants et femmes à travers l'appui à la famille, aux groupements de promotion féminine, organisations paysannes et le financement de micro-réalisations. La mobilisation sociale pour une meilleure scolarisation des jeunes filles, le partenariat et la formation des élus locaux,
- Enfin la formation des comités de santé et l'amélioration de la prise en charge des cas sociaux et personnes handicapées,
- 20% de ces organisations souhaitent être appuyées dans le cadre de leurs prestations de services de santé reproductive, d'alphabétisation des masses laborieuses et de fourniture de denrées alimentaires aux retraités ou d'intrants dans leurs activités agricoles. Celles qui sont dans les Activités

Génératrices de Revenus (AGR) souhaiteraient bénéficier de lignes de crédit pour le développement du petit commerce et la dotation de petits équipements agricoles, tandis que les organisations de protection de l'environnement et de l'éco-système s'attendent à la maîtrise des nouvelles techniques capables de freiner l'érosion éolienne, la salinisation des terres cultivables.

- Alors que 5% s'attendent à un appui conséquent dans les domaines spécifiques de la maîtrise de l'eau, l'agriculture à la base, le reboisement et l'allègement des travaux de la femme, nous notons par ailleurs que 10% des organisations de la société civile, même si elles ne maîtrisent pas totalement le programme de leurs syndicats respectifs souhaiteraient un appui institutionnel pour une meilleure protection du droit des travailleurs et la protection de leurs familles.

Ainsi en terme d'amélioration institutionnelle, les organisations rencontrées à Fatick recommandent :

- l'allègement des procédures d'agrément des ONG et des procédures bancaires et la promotion du partenariat entre les ONG et les collectivités locales,
- l'information, la formation et l'appui logistique et financier en vue de renforcer la crédibilité et la compétitivité de la société civile à l'échelle régionale,
- la mise en place de cadre de concertation, la mise en réseau et la facilitation du dialogue avec les autorités administratives et la mise en pratique du système du « faire-faire » ; pour une meilleure implication de la société civile dans la mise en œuvre des programmes nationaux de développement,
- l'amélioration des textes de lois qui régissent la politique de décentralisation et l'organisation de séminaires et d'ateliers d'information afin de favoriser la compréhension mutuelle des acteurs du développement aux échelles communale et régionale où tous les acteurs réclament aujourd'hui leur autonomie (ARD, Conseil municipal société civile etc...)

Entre autres remarques et suggestions notons également :

- la lutte contre la corruption et l'application des lois sur les dépenses ostentatoires, excessives,

- le partenariat durable entre ONG de la cellule régionale du CONGAD à Fatick,
- l'élaboration de programmes de formation des élus locaux avec l'appui des syndicats pour la promotion du dialogue sociale,
- l'implication et la participation de cellule inter ONG dans la réalisation du plan régional de développement intégré

IV Enseignements majeurs et recommandations générales

- Leçons à tirer de l'expérience de terrain du programme RAF 95

Par rapport à cette première mission de terrain, de la cellule nationale du Sénégal il convient de déduire que les attentes en matière de renforcement de la société civile sont très importantes et méritent quelques soient les conditions une réponse bien pensée du programme RAF/95/PNUD.

Pour s'approprier un rôle pertinent dans la mise en place des programmes de réduction de la pauvreté au Sénégal, la cellule nationale gagnerait à persévérer dans sa lancée d'information et de création de cadre de concertation au profit de tous les partenaires capables de jouer un rôle d'impulsion du développement local à tous les niveaux. Il est aussi opportun, voire primordial d'édifier les OSC dans les régions ciblées, sur le contenu réel du programme national de lutte contre la pauvreté et des projets de ses partenaires institutionnels qui ont jusque là proposé des variantes différentes dans les localités les plus touchées par la pauvreté (PNUD, Banque Mondiale, USAID, BAD). Pour éviter la confusion des mécanismes de concertation doivent être mis sur pied afin non seulement de préconiser des actions synergiques dans les zones visitées, mais également d'impliquer la société civile à tous les niveaux de prise de décision et d'inciter ses organisations à une plus grande participation citoyenne.

Les questions d'Information d'Education et de Communication (IEC) relatives à la santé reproductive, l'amélioration de l'accessibilité et la qualité des services sociaux de base, (éducation, santé, emploi, crédit...) et la promotion des relations de travail et de collaboration entre acteurs décentralisés, exigent aujourd'hui au programme RAF 95 d'intégrer dans son agenda la maîtrise de la politique de population pour mieux être utile aux régions.

Les missions de terrains qui viennent d'être réalisées dans le centre du pays ont certes accru l'audience du programme RAF/95, qui à travers l'ancrage des cellules régionales du Congad a su mobiliser toute la presse parlée et écrite (RTS, Sud FM, APS, Sept FM) comme canaux de dissémination qui le positionnent aujourd'hui sur un point de non-retour exigeant dans un proche avenir des actions concrètes dans les régions visitées.

Entre autre enseignement, notons les cellules régionales du Congad, qui ont reçu un appui pour faciliter la mission et ont montré leurs compétences respectives pour mobiliser tous les acteurs dans toutes les régions visitées : autorités administratives, organisations de la société civile, autorités municipales, services techniques de l'état, la presse locale. Partout elles ont été reconnues comme cadre de concertation permanent devant assurer le déroulement du programme RAF/95 dans les régions concernées.

- **Recommandations générales**

Ces leçons nous incitent à formuler les recommandations suivantes :

- Responsabiliser et appuyer les Cellules régionales pour la conception d'un programme spécifique dans chaque région conformément aux orientations des trois composantes constitutives du Programme RAF/95 en vue de la mise en œuvre d'un plan d'action réaliste et réalisable à tous les niveaux (réalisation d'études du milieu, d'identification² des besoins en formation, échange d'expériences, dialogue avec les décideurs etc...),
- Restituer à l'échelle régionale toutes les études réalisées dans le cadre du Programme, informer les OSC sur le contenu des programmes de réduction de la pauvreté, et créer une banque de données dans chaque région,
- Favoriser la mise en réseau des OSC de chaque région avec les guichets de financement initiés dans le cadre du PNLP. Pour ce faire, la Coordination du Programme devrait très rapidement prendre contact avec les institutions concernées afin de partager les attentes exprimées et de proposer des actions synergiques de réduction de la pauvreté par le renforcement des capacités, la génération de revenus et d'emploi et la production d'infrastructures de base dans les zones nécessiteuses.

- Formuler des lettres de remerciements aux autorités compétentes qui ont bien voulu accueillir la mission et encourager les cellules régionales qui n'ont ménagé aucun effort pour réussite de la présente mission.

CONCLUSION

Au terme de cette mission de la cellule nationale du Sénégal dans les régions de Diourbel, Kaolack et Fatick, nous exhortons le Congad à chercher les moyens nécessaires pour que l'engagement sans réserve des organisations rencontrées soient récompensées par la mise en œuvre d'actions concrètes, de rapports privés à l'échelon local, capables de développer les capacités techniques de production et de gestion nécessaires à la responsabilisation effective de la société civile dans sa croisade contre la pauvreté.